

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Québec 2026 : à l'heure de choix démographiques conséquents

Pour un débat public transparent sur l'immigration et les choix démographiques

Par Sonny Scarfone, économiste principal, et Hendrix Vachon, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le Québec entre dans une période de chômage structurellement faible, principalement en raison de facteurs démographiques. Compte tenu des bases démographiques de la province, soit l'accélération des départs à la retraite, la faible natalité et le ralentissement de la croissance de la population active, il est probable qu'en l'absence de récession, le taux de chômage du Québec continue de converger vers les 4 % pour le reste de la décennie.
- ▶ Les cibles d'immigration annoncées permettent d'atténuer le déclin démographique, sans toutefois éviter la stagnation de la population active. Par rapport aux cibles plus faibles envisagées, l'objectif d'admettre 45 000 immigrants permanents par année offre une atténuation plus importante des effets du vieillissement démographique, mais demeure insuffisant pour compenser la croissance naturelle désormais négative ou pour soutenir durablement l'offre de main-d'œuvre.
- ▶ Le vieillissement démographique accentuera les pressions sur les finances publiques en l'absence de gains de productivité. La hausse du ratio de dépendance, combinée à un recul du taux d'activité, limitera la croissance des revenus fiscaux alors que les dépenses liées notamment aux soins de santé continueront d'augmenter.
- ▶ Les annexes présentent les fondements analytiques du rapport : l'annexe 1 expose six scénarios démographiques à l'horizon 2050 selon différentes hypothèses d'immigration et de natalité; l'annexe 2 analyse la baisse de la fécondité et la portée limitée des politiques natalistes; l'annexe 3 évalue les gains de productivité et d'accumulation du capital requis pour compenser les contraintes démographiques sur la croissance économique.

L'année 2025 a été marquée par une série de rebondissements, rarement positifs. Pourtant, [en décembre](#), le taux de chômage au Québec demeurerait inférieur à celui observé à la même période l'année précédente, et ce, malgré l'incertitude provoquée par les résultats de l'élection américaine et les bouleversements dans la politique commerciale du principal partenaire d'exportations du Québec.

Cette évolution, bien qu'encourageante à première vue, s'inscrit dans une dynamique plus complexe : celle d'une transformation démographique qui exerce une pression croissante sur le marché du travail. Compte tenu des bases démographiques de la province (accélération des départs à la retraite, faible natalité, ralentissement de la croissance de la population active), il est probable qu'en l'absence de récession, le taux de chômage

du Québec continue de converger vers les 4 % pour le reste de la décennie, voire plus bas. Une telle situation, bien qu'elle puisse sembler favorable, n'est pas nécessairement synonyme de prospérité. Elle soulève des défis majeurs pour la croissance économique, la planification budgétaire et la pérennité des services publics.

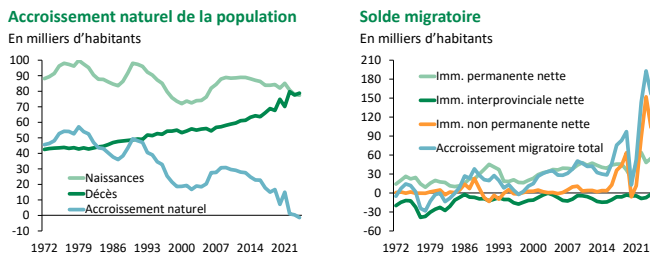
C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec a annoncé, le 5 novembre dernier, que les cibles d'immigration permanente pour la période 2026-2029 seraient fixées à 45 000 personnes par année, un niveau légèrement inférieur à celui observé durant les années 2010.

Bien qu'il s'agisse de la cible la plus élevée parmi celles qui étaient envisagées publiquement, ce seuil ne suffira pas à

inverser la tendance démographique actuelle. En effet, les décès surpassent désormais les naissances sur le territoire québécois (voir graphique 1), ce qui a entraîné en 2024 un solde négatif de la croissance naturelle de la population pour la première fois, alors que celle-ci ajoutait encore plus de 20 000 personnes par année il y a 10 ans.

Graphique 1

La population du Québec diminuerait sans solde migratoire positif



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Par ailleurs, les différents paliers gouvernementaux souhaitent ramener la proportion de résidents non permanents (RNP) à 5 % de la population, alors qu'elle se situe actuellement à un peu moins de 7 % au Québec.

La volonté de réduire les seuils d'immigration, notamment la part des RNP, repose sur des préoccupations légitimes : pression sur les services publics, tensions sur le marché immobilier, hausse du chômage chez les jeunes, et défis liés à l'intégration des nouveaux arrivants dans une société francophone minoritaire en Amérique du Nord. Cela dit, il est essentiel de considérer les effets à moyen et long terme de ces décisions. Dans un contexte de vieillissement démographique et de stagnation de la population active, une réduction trop marquée des flux migratoires pourrait accentuer les pénuries de main-d'œuvre, ralentir la croissance économique et compliquer l'équilibre des finances publiques. Ces choix doivent donc être faits en toute transparence, en tenant compte des compromis qu'ils impliquent, aujourd'hui et à long terme.

Illustration de notre scénario de référence

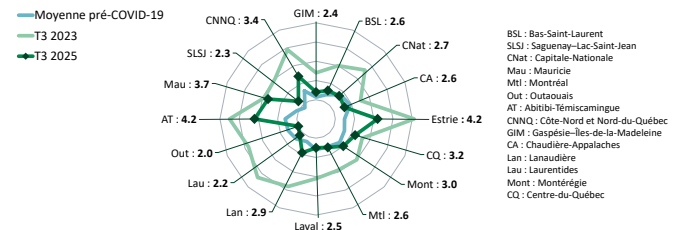
Nous avons développé un cadre analytique permettant d'estimer, d'ici 2050, l'incidence de différentes politiques démographiques. Ce cadre intègre plusieurs paramètres : les cibles d'immigration permanente, les décisions relatives à l'immigration temporaire (exprimée en pourcentage de la population), les taux de natalité, les taux d'activité selon l'âge et le genre, l'espérance de vie projetée pour les différentes générations et les taux de formation de ménages. À l'annexe 1, six scénarios, fondés sur des hypothèses contrastées, illustrent l'incidence potentielle de trajectoires démographiques divergentes.

Depuis que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a évoqué, en juillet dernier, une stagnation démographique pour la prochaine décennie, nous avons exprimé notre scepticisme quant à l'atteinte des cibles gouvernementales, qui sont utilisées comme intrants dans leurs projections démographiques. Plusieurs éléments méritent d'être pris en compte, notamment les difficultés persistantes à pourvoir des postes dans les régions hors des grands centres urbains, où les taux de postes vacants demeurent pour la plupart supérieurs à la moyenne prépandémique (voir graphique 2). On peut également noter qu'en date de décembre 2025, les deux tiers de la population du Québec vivent dans une région administrative sans chômage conjoncturel, c'est-à-dire lié à la tenue de l'économie (graphique 3).

Graphique 2

Des difficultés d'embauche persistent dans certaines régions moins urbaines

Taux de postes vacants par région administrative, T3 2025 (%)

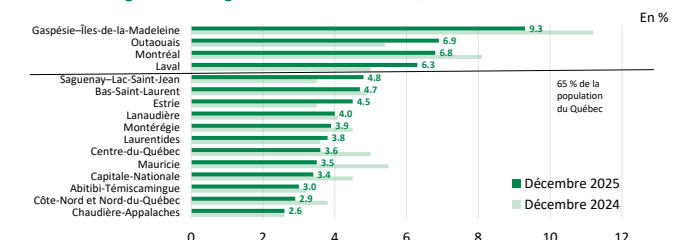


Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 3

La majorité des Québécois vivent dans des régions sans chômage conjoncturel

Taux de chômage dans les régions administratives du Québec*



* Moyennes mobiles de trois mois, données non désaisonnalisées.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Nous continuons d'ailleurs d'anticiper que les cibles provinciales de réduction de la population de RNP ne seront pas pleinement atteintes sur l'horizon 2026-2029. Des facteurs comme l'instauration potentielle de clauses de droits acquis, particulièrement dans les régions non urbaines, ou d'autres mesures d'exception pourraient freiner cette diminution. Pour la plupart, les RNP font depuis quelques années des efforts d'intégration, ont développé des compétences au sein de leurs milieux de travail, et les entreprises qui les emploient ont déjà

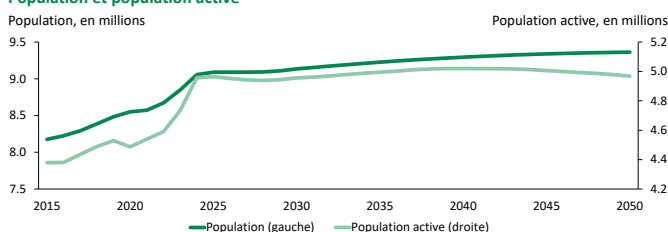
investi dans leur formation. Dans plusieurs cas, ils occupent des postes qui intéressent moins souvent les natifs.

En prenant pour hypothèse les éléments suivants, nous obtenons les projections démographiques présentées aux graphiques 4 et 5 :

- Respect des cibles annoncées concernant l’immigration permanente pour 2026-2029;
- Retour consécutif aux niveaux d’immigration permanente correspondant à la moyenne observée entre 2000 et 2019, soit environ 0,6 % de la population (entre 55 000 et 60 000 immigrants permanents par année entre 2030 et 2050);
- Atteinte partielle des cibles de réduction des résidents non permanents, étalée sur une période plus longue, avec une cible de 5 % de la population totale maintenue à terme;
- Taux de natalité stable.

Graphique 4

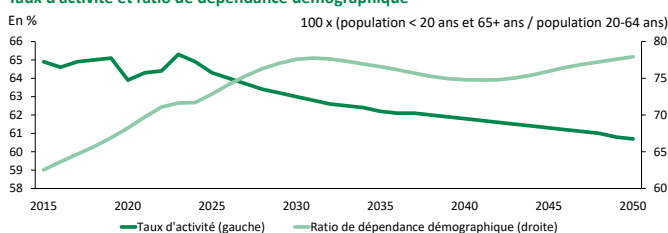
Scénario de référence : augmentation modeste de la population, sans gain dans la population active
Population et population active



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 5

Scénario de référence : réduction du nombre d’actifs pour soutenir les plus jeunes et les aînés
Taux d’activité et ratio de dépendance démographique



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Le graphique 4 illustre une stagnation de la population jusqu’en 2030, suivie d’un retour graduel à la croissance. Cette reprise demeure toutefois limitée : la population n’augmenterait que de 275 000 personnes entre 2025 et 2050, soit environ

la moitié de la croissance absolue observée depuis 2022. En revanche, la population active resterait stable, se maintenant à son niveau actuel tout au long des prochaines décennies.

Le graphique 5 met en lumière les conséquences du vieillissement démographique sur le taux d’activité et le taux de dépendance. Le taux d’activité diminue progressivement pour atteindre environ 60 %, soit le niveau observé à la fin des années 1970. Cette période a été marquée par l’entrée significative des femmes sur le marché du travail, une tendance qui s’est poursuivie par la mise en place des centres de la petite enfance à la fin des années 1990. Aujourd’hui, les femmes québécoises comptent parmi les plus actives professionnellement au monde.

Parallèlement, le taux de dépendance plafonne autour de 80, ce qui signifie qu’il y aurait environ 80 personnes d’âge scolaire ou à l’âge de la retraite pour chaque tranche de 100 personnes en âge de travailler. La dernière fois que ce ratio avait atteint un tel niveau, les baby-boomers n’avaient pas encore quitté les bancs d’école. Cette fois, cependant, la pression démographique proviendra surtout du vieillissement de la population, dont les besoins en soins de santé excèdent largement les coûts associés à l’éducation des jeunes du primaire et du secondaire.

Cette évolution aura des répercussions majeures sur les finances publiques du Québec. Avec une population active qui stagne et un taux d’activité en recul, le fardeau fiscal risque de s’alourdir pour les travailleurs, tandis que la croissance des recettes fiscales sera plus lente que celle des dépenses. Sans ajustements majeurs, comme une hausse de la productivité, une révision des politiques fiscales ou une adaptation des services publics, le modèle budgétaire actuel pourrait devenir difficilement soutenable à moyen et long terme.

Plein feu sur 2026 : un choix de société à assumer pleinement

Bien entendu, plusieurs paramètres pourraient mener à des trajectoires démographiques différentes. Encore une fois, dans les annexes accompagnant ce rapport, nous explorons divers scénarios (annexe 1), et approfondissons notamment les enjeux liés à la natalité, qui a atteint un nouveau creux en 2024 alors que le taux de fécondité s’établissait à 1,34 enfant par femme au Québec (annexe 2). Une hausse de ce taux, bien qu’elle puisse soutenir l’accroissement naturel, entraîne à court terme une augmentation du ratio de dépendance, jusqu’à ce que les nouveaux-nés atteignent l’âge de travailler, ce qui reporte les bénéfices démographiques de plusieurs décennies.

Au bout du compte, comme l’a dit le philosophe français Auguste Comte, la démographie, c’est le destin. Un taux d’activité en déclin et une population en âge de travailler réduite pour soutenir les jeunes et les aînés traduisent un choix de société, qui peut se justifier par des considérations autres qu’économiques. Notre scénario de référence, pour sa part,

maintient la population en âge de travailler, mais repose sur un retour des cibles d'immigration permanente à leurs niveaux d'avant la pandémie. En revanche, un maintien de la cible de 45 000 appliquée au-delà des prochaines années impliquerait une contraction accélérée de cette population à compter de la fin des années 2030.

Inversement, maintenir un niveau élevé d'immigration, avec les défis que cela implique en matière de francisation, d'intégration et de pression sur les services publics, est aussi un choix de société légitime. L'essentiel est d'être transparent quant aux compromis à faire, peu importe l'avenue retenue.

Dans ce contexte, la nouvelle cible de 45 000 immigrants permanents par année paraît somme toute appropriée pour les prochaines années. Elle permet de répondre partiellement aux besoins du marché du travail tout en tenant compte des capacités d'accueil et d'intégration qui ont été mises à mal ces dernières années.

Toutefois, à moyen et long terme, en l'absence de gains de productivité significatifs, du type que l'on n'a pas observé depuis longtemps, le maintien d'une telle cible pourrait réduire l'attrait du Québec pour les investisseurs et enclencher un cercle vicieux limitant son potentiel de croissance économique. L'annexe 3 examine plus en détail les gains à réaliser au delà de la seule croissance de la population en âge de travailler afin de maintenir un rythme de croissance potentielle comparable à celui estimé aujourd'hui.

Par ailleurs, les pressions budgétaires liées au vieillissement de la population ne peuvent être ignorées. Les coûts associés aux soins de santé pour les aînés croîtront plus rapidement que les revenus fiscaux, dans un contexte de stagnation de la population active. Sans réformes structurelles, qu'il s'agisse de moderniser les services publics, de revoir les politiques fiscales ou [d'établir les consensus](#) qui permettront de lever les obstacles à la création de richesse et relancer la productivité, la viabilité du modèle d'État-providence québécois pourrait être remise en question.

Annexe I

Six scénarios couvrant l'horizon 2025-2050

Outre notre scénario de référence (Scénario 1), cinq scénarios supplémentaires ont été élaborés afin d'illustrer les conséquences à long terme des choix effectués aujourd'hui et à partir de 2030 (tableau 1). Les résultats présentés supposent qu'aucun ajustement n'intervient en cours de route. Ces scénarios doivent donc être interprétés comme des exercices de projection poussés à leurs limites, visant à éclairer la portée des hypothèses retenues.

Tableau 1
Différents scénarios : hypothèses

SCÉNARIO	HYPOTHÈSES			
	Imm. permanente 2026-2029 (en personnes)	Imm. permanente 2030-2050 (% de population)	Atteinte de la cible de réduction des RNP à 5 % (année)	Taux de natalité (indice synthétique de fécondité)
1 – De référence	45 000	0,60 %	2038	1,35
2 – Faibles cibles imm. * + faible natalité	25 000	0,40 %	2027	1,35
3 – Faibles cibles imm. * + hausse natalité	25 000	0,40 %	2027	1,60
4 – Hausse cibles imm. + faible natalité	55 000	0,66 %	2037	1,35
5 – Hausse cibles imm. + hausse natalité	55 000	0,66 %	2036	1,60
6 – Stabilisation 15-64 ans	45 000	0,60 %	2040	1,50

RNP : résidents non permanents

*Cibles de réduction des RNP atteintes chaque année; pour les scénarios 1-4-5, atteintes à 50 %, pour le scénario 6, atteintes à 25 %.

Desjardins, Études économiques

Voici une description de chacun des scénarios :

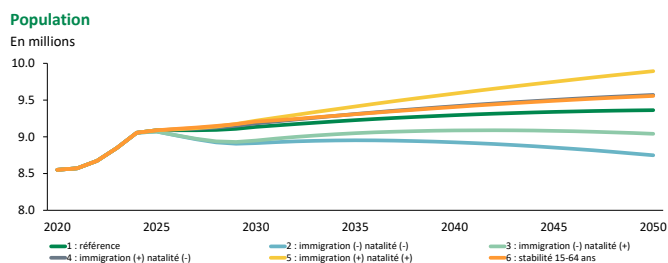
- **1 – Scénario de référence.** Présenté dans le corps principal du texte, ce scénario prévoit une cible annuelle de 45 000 immigrants permanents, progressivement ajustée pour correspondre à la moyenne observée en proportion de la population au cours des deux premières décennies du siècle, soit environ 55 000 par année entre 2030 et 2040. Les objectifs de réduction des résidents non permanents (RNP) ne sont atteints qu'à moitié, ce qui repousse à 2038 le moment où leur part tombe à 5 % de la population. Le taux de natalité demeure proche de son niveau actuel.
- **2 – Immigration limitée à long terme.** La cible à court terme pour l'immigration permanente est abaissée à 25 000, soit le seuil le plus faible envisagé par le gouvernement actuel. Par la suite, la proportion d'immigrants permanents admis est maintenue à 0,4 % de la population, un taux environ 30 % inférieur à celui des années 2000. Les cibles concernant les RNP sont atteintes chaque année, ce qui ramène leur part à 5 % dès 2027. Le taux de natalité reste près des niveaux actuels.

- **3 – Immigration limitée et rebond de la natalité.** Identique au scénario 2, sauf que le taux de natalité remonte à 1,6 enfant par femme, soit le niveau observé entre 2006 et 2017 et avant 1997.
- **4 – Immigration revue à la hausse.** La cible à court terme pour l'immigration permanente est portée à 55 000, puis la cible à long terme est alignée sur la moyenne des années 2020, soit 0,66 % de la population, ce qui correspond à environ 60 000 immigrants permanents par année au cours des années 2030. Les objectifs concernant les RNP ne sont atteints qu'à moitié, et la part de 5 % est atteinte en 2037. Le taux de natalité demeure proche du niveau actuel.
- **5 – Immigration et natalité revues à la hausse.** Identique au scénario 4, mais avec un taux de natalité qui remonte à 1,6 enfant par femme.
- **6 – Stabilisation de la population en âge de travailler.** Ce scénario est construit à rebours, en partant d'un objectif précis, soit de minimiser les fluctuations de la population québécoise en âge de travailler entre 2026 et 2050. Pour y parvenir, il suppose une cible à court terme de 45 000 immigrants permanents, suivie d'un maintien de la moyenne en proportion de la population observée entre 2000 et 2019, ainsi qu'un taux de natalité situé entre le niveau actuel et celui ayant cours avant la pandémie. Les cibles relatives aux RNP ne sont atteintes qu'en partie, soit à hauteur du quart, afin d'éviter une contraction à court terme de la population en âge de travailler.

Note : D'autres paramètres sont maintenus constants, bien qu'ils influencent la dynamique démographique : taux d'immigration interprovinciale nette (légèrement négatif); taux d'émigration internationale nette (stable aux niveaux actuels); les taux de survie des différentes cohortes d'âge dans le temps sont calqués sur ceux entrevus par l'ISQ.

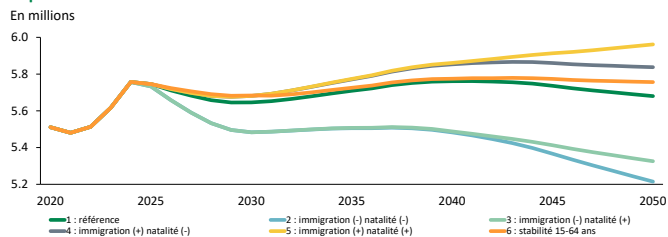
Les prochains graphiques illustrent les principaux résultats démographiques découlant de ces hypothèses.

Le graphique 6 à la page 6 présente l'évolution de la population jusqu'en 2050. Selon les scénarios retenus, elle varie entre 8,75 millions et 9,89 millions d'habitants, le scénario de référence prévoyant 9,36 millions.

Graphique 6
Résultats des scénarios : entre 8,7 et 9,9 millions de Québécois en 2050


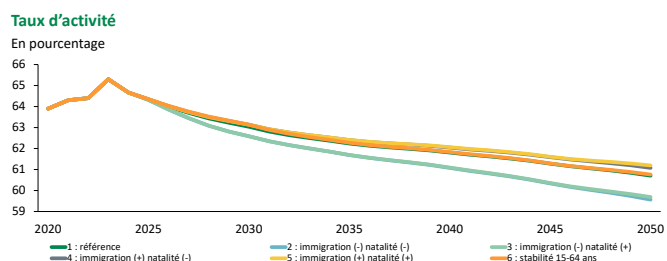
Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La population en âge de travailler présente des écarts plus marqués entre les scénarios (graphique 7). Les scénarios 2 et 3, plus restrictifs en matière d'immigration permanente et d'atteinte des cibles liées aux résidents non permanents, entraînent une contraction notable de la population âgée de 15 à 64 ans, représentant environ 300 000 personnes d'ici la fin de la décennie. Cette population demeure ensuite relativement stable durant les années 2030, avant de se réduire à nouveau dans les années 2040. En 2050, le scénario 2 affiche une baisse de plus de 500 000 personnes en âge de travailler, soit près de 10 % du niveau actuel. À l'exception des scénarios misant sur une immigration élevée, la main-d'œuvre potentielle demeure au mieux stable ou diminue légèrement, comme dans le scénario de référence.

Graphique 7
Résultats des scénarios : une main-d'œuvre potentielle de 5,2 à 6,0 millions d'individus
Population 15 à 64 ans


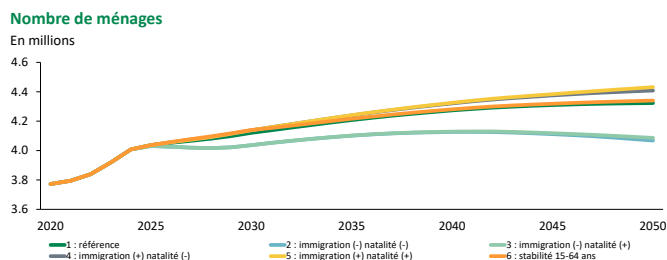
Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Peu importe le scénario retenu, le taux d'activité est appelé à diminuer sur l'ensemble de l'horizon prévisionnel. Actuellement à environ 65 %, il reculerait pour se situer entre 59,6 % et 61,2 % en 2050, en supposant que les taux propres à chaque cohorte (par genre et âge) demeurent inchangés ou que certains augmentent légèrement, notamment chez les travailleurs de 55 ans et plus, pour se rapprocher des niveaux observés en Ontario.

Graphique 8
Résultats des scénarios : un taux d'activité entre 59,6 % et 61,2 %


Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Le nombre de ménages devrait augmenter quel que soit le scénario retenu. Cette tendance s'explique principalement par le vieillissement de la population, qui entraîne une diminution du nombre moyen d'individus par ménage, ainsi que par l'évolution des habitudes de vie et la baisse de la natalité. Dans les scénarios d'immigration limitée, le nombre de ménages en 2050 ne dépasse que très légèrement celui estimé en 2025, avec une hausse d'environ 1 %. Dans notre scénario de référence, la croissance atteint 7 %, et dans ceux prévoyant une immigration plus élevée, 9 %.

Graphique 9
Résultats des scénarios : entre 4,1 et 4,4 millions de ménages


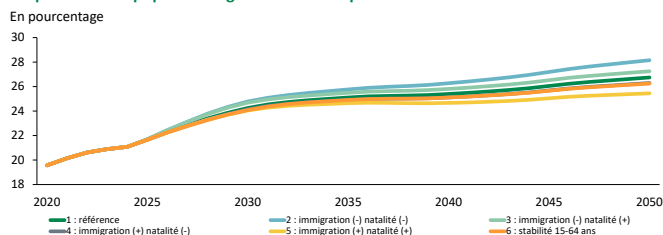
Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

La proportion de la population âgée de plus de 65 ans, un indicateur clé des pressions sur les coûts de santé (malgré les améliorations observées chez les cohortes les plus jeunes du groupe), augmentera inévitablement. En 2050, elle comprendra tous ceux nés avant 1986, soit environ le tiers des milléniaux. De 21,1 % aujourd'hui, cette proportion augmentera quelque part entre 25,4 % (scénario avec immigration et natalité en hausse) et 28,1 % (immigration limitée, sans rebond de la natalité).

Graphique 10

Résultats des scénarios : une proportion d'aînés se situant entre 25,4 % et 28,1 % de la population

Proportion de la population âgée de 65 ans et plus



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

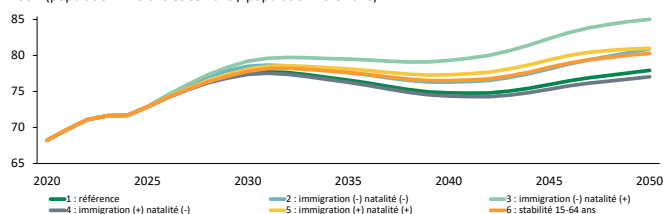
Le ratio de dépendance démographique, indicateur clé des pressions fiscales, permet d'estimer le nombre de personnes en âge de travailler par rapport à celles qui contribuent moins aux revenus des gouvernements, soit les retraités et les jeunes de moins de 20 ans, généralement encore aux études. Cet indicateur constitue en quelque sorte le corollaire du précédent, à la différence qu'une hausse de la natalité met plusieurs décennies avant de produire des effets démographiques. Actuellement à 72,8 – ce qui signifie que pour 100 individus en âge de travailler, 73 autres personnes ne font pas partie de ce groupe –, ce ratio passerait à 77 dans un scénario de forte immigration sans rebond de la natalité, et à 85 dans un scénario d'immigration limitée avec rebond de la natalité.

Graphique 11

Résultats des scénarios : entre 77 et 85 aînés ou jeunes pour 100 travailleurs

Ratio de dépendance démographique

100 x (population < 20 ans et 65+ ans / population 20-64 ans)



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Le tableau 2 résume les résultats.

Tableau 2

Différents scénarios : résultats

SCÉNARIO	RÉSULTATS EN 2050					
	Population totale	Population 15-64 ans	Taux d'activité	Nombre de ménages	% population 65 ans et plus	Ratio de dépendance démographique
En 2025 (estimation)	9,09 M	5,76 M	64,9 %	4,04 M	21,1 %	72,8
1 – De référence	9,36 M	5,68 M	60,7 %	4,32 M	26,7 %	77,9
2 – Immigration limitée à long terme*	8,75 M	5,21 M	59,6 %	4,07 M	28,1 %	80,9
3 – Immigration limitée et rebond de la natalité*	9,04 M	5,33 M	59,7 %	4,09 M	27,2 %	85,0
4 – Immigration revue à la hausse	9,57 M	5,84 M	61,1 %	4,41 M	26,3 %	77,0
5 – Immigration et natalité revues à la hausse	9,89 M	5,96 M	61,2 %	4,43 M	25,4 %	81,0
6 – Stabilité du bassin de travailleurs	9,41 M	5,73 M	60,5 %	4,28 M	26,5 %	80,9

RNP : résidents non permanents; *Cibles de réduction des RNP atteintes chaque année; pour les scénarios 1-4-5, atteintes à 50 %, pour le scénario 6, à 25 %.

Desjardins, Études économiques

Annexe 2

Taux de fécondité : évolution et portée des mesures incitatives

Dans la plupart des pays développés, les taux de fécondité ont connu une baisse marquée au cours des dernières décennies. Depuis la pandémie, des creux historiques s'observent partout, y compris au Canada, où le taux est passé de 3,8 enfants par femme en 1960 à seulement 1,3 en 2024. Cette tendance se retrouve dans l'ensemble de l'Europe, de l'Asie et des Amériques, malgré des politiques publiques ambitieuses visant à soutenir la natalité.

Les gouvernements ont multiplié les mesures pour tenter d'inverser la tendance : allocations familiales, congés parentaux prolongés, services de garde subventionnés, réductions fiscales significatives. Des pays comme la Norvège, la Pologne, la Corée du Sud ou le Japon, où le nombre de logements vacants [augmente fortement \[en anglais seulement\]](#) alors que des régions périphériques se dépeuplent rapidement, ont investi des sommes considérables, sans succès durable. Ces politiques n'ont généralement qu'un effet marginal, notamment sur la décision d'avoir un deuxième ou un troisième enfant, et elles ne permettent pas de rétablir un taux de fécondité proche du seuil de remplacement. Elles peuvent être souhaitables pour des raisons d'équité et de conciliation travail-famille, mais leur incidence sur le nombre total de naissances demeure limité. De plus, le coût de ces programmes est loin d'être négligeable.

La [Hongrie \[en anglais seulement\]](#) est souvent citée comme exemple par les partisans des politiques natalistes, notamment aux États-Unis, où certains groupes conservateurs militent pour une « renaissance démographique ». L'expérience hongroise demeure toutefois mitigée. Entre 2011 et 2018, le taux de fécondité y est passé de 1,2 à 1,6 enfant par femme (graphique 12), grâce à des mesures représentant jusqu'à 5,5 % du PIB, sous forme d'allégements fiscaux, d'aides financières directes et de services de garde gratuits. Pour donner un ordre de grandeur, cette proportion de dépenses en Hongrie équivaut

aux budgets combinés des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec en 2024-2025, soit 34,7 G\$, représentant 5,6 % du PIB nominal de la province.

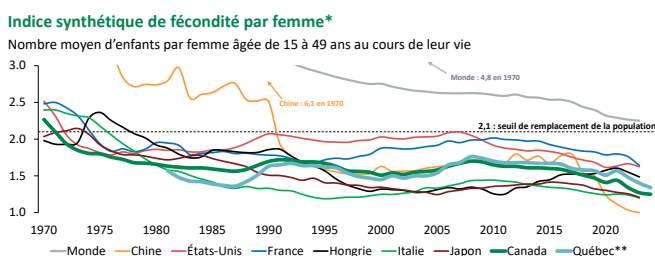
La hausse du taux de natalité s'est toutefois révélée temporaire : le taux recule depuis 2021 et demeure inférieur à ceux observés aux États-Unis et en France, ce qui suggère que les incitatifs ont surtout devancé des naissances prévues plutôt que d'augmenter durablement le nombre total d'enfants. Un phénomène similaire est également soupçonné au Québec à la suite du déploiement plus complet des CPE, qui s'est fait sentir sur le taux de natalité à partir du milieu des années 2000.

Les travaux récents, notamment ceux de [Kearney et Levine \[en anglais seulement\]](#), indiquent que la baisse des naissances ne s'explique pas uniquement par les coûts ou l'accès aux services. Elle traduit un changement profond dans les priorités : davantage de femmes choisissent de ne pas avoir d'enfants, et celles qui en ont en limitent le nombre. Bien que les sondages révèlent qu'un grand nombre de familles expriment le souhait d'avoir plus d'enfants, la réalité montre que la taille de la famille est reléguée derrière d'autres objectifs souvent matériels ou relatifs à l'épanouissement personnel. Certains avancent des défis de nature socioéconomique, comme l'accès à la propriété, qui constitue un obstacle majeur au Canada (ou en Australie et en Norvège, par exemple). Toutefois, cette tendance est largement répandue et peu corrélée avec les seules variables économiques : elle se manifeste également dans des pays où les prix immobiliers sont demeurés stables. Cela suggère que la baisse de la natalité s'explique avant tout par des changements culturels et des préférences familiales, plutôt que par la seule évolution des conditions financières, même si la situation de l'immobilier accentue clairement le phénomène (la Colombie-Britannique présente un taux de fécondité particulièrement faible).

Au Québec, les politiques familiales ont eu des effets substantiels sur la participation des mères au marché du travail, en facilitant la conciliation travail-famille. Toutefois, leur influence sur la natalité demeure modeste. Elles améliorent les trajectoires économiques des parents, sans pour autant inverser la tendance démographique; encore une fois, un objectif valable en soi.

En bref, les hypothèses retenues pour la natalité dans nos scénarios reposent sur un constat largement documenté : malgré des politiques incitatives coûteuses mises en œuvre dans plusieurs pays, les effets observés sont restés modestes et souvent temporaires. Les expériences internationales, de la Hongrie à la Corée du Sud, montrent que même des investissements équivalant à plusieurs points de PIB n'ont pas

Graphique 12
Une baisse du nombre d'enfants en Occident et ailleurs



* L'indice synthétique de fécondité est une estimation du nombre moyen de naissances vivantes qu'une femme peut s'attendre à avoir au cours de sa vie, selon les taux de fécondité par âge (TFA) d'une année donnée. L'indice synthétique de fécondité (ISF) = (la somme des taux de fécondité par année d'âge) / 1 000. ** Données disponibles à partir de 1981. Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Our World in Data et Desjardins, Études économiques

permis de restaurer un taux de fécondité proche du seuil de remplacement. Cela s'explique par des facteurs structurels, comme l'évolution des préférences familiales, les contraintes économiques et les changements culturels, qui dépassent la portée des leviers budgétaires. Dans ce contexte, il est réaliste de maintenir des hypothèses prudentes, avec des taux de natalité stables et bas jusqu'en 2050, plutôt que de supposer une remontée significative. C'est pourquoi nous avons retenu des taux de 1,3 et 1,6 pour les scénarios impliquant respectivement une continuité des taux de natalité et une remontée.

Alors que la quasi-totalité du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de certaines régions d'Asie centrale, présente des taux de fécondité inférieurs au seuil de remplacement, la compétition pour attirer des immigrants (particulièrement les immigrants qualifiés) s'annonce comme un enjeu déterminant à long terme. Dans un contexte où la croissance démographique dépendra de plus en plus des flux migratoires, la capacité des pays à réunir plusieurs conditions essentielles pourrait devenir un facteur clé de prospérité et d'influence à l'échelle mondiale. Ces facteurs incluent les capacités d'accueil (logement, infrastructures, services publics), le maintien d'un consensus social sur les objectifs et modalités d'intégration, et la capacité d'offrir des opportunités économiques et une qualité de vie qui soient attractives pour les nouveaux arrivants.

Annexe 3

Effet de la démographie sur la croissance économique

À long terme, il est préférable d'appuyer les prévisions de croissance économique sur la croissance prévue des facteurs de production. Selon la théorie économique, les facteurs qui déterminent le niveau de production (Y) sont les quantités disponibles de travail (L) et de capital (K), ainsi qu'une autre variable (A) qui mesure le degré d'efficacité dans l'utilisation de travail et de capital. La relation entre ces variables peut être exprimée à l'aide d'une forme fonctionnelle de type Cobb Douglas avec des rendements d'échelle constants, ce qui correspond à l'équation suivante :

$$Y = AL^{\alpha}K^{1-\alpha}$$

Le coefficient α correspond à la part relative du travail dans la production totale qui est estimée par la part des revenus totaux générée par les travailleurs. Au Québec, nous estimons ce coefficient à près 0,67.

La forme linéaire de cette équation met en relation la variation des différentes composantes. La variation de Y dépendra de la variation de A ainsi que des variations de L et de K ajustées selon le coefficient α .

$$\Delta Y = \Delta A + \alpha(\Delta L) + (1-\alpha)(\Delta K)$$

La faible croissance de la population active prévue freinera la croissance du facteur L dans cette équation et réduira la croissance économique. On peut aussi calculer l'apport nécessaire des autres facteurs de production (soit l'accumulation de capital et la croissance de la productivité) pour maintenir un certain niveau de croissance économique à long terme, selon différents scénarios démographiques. Nos calculs ont été faits en supposant le maintien d'une croissance économique de 1,4 % par année.

$$\begin{aligned}\Delta Y &= 1,4 = \Delta A + \alpha(\Delta L) + (1-\alpha)(\Delta K) \\ 1,4 - \alpha(\Delta L) &= \Delta A + (1-\alpha)(\Delta K) = \\ \text{apport des autres facteurs de production}\end{aligned}$$

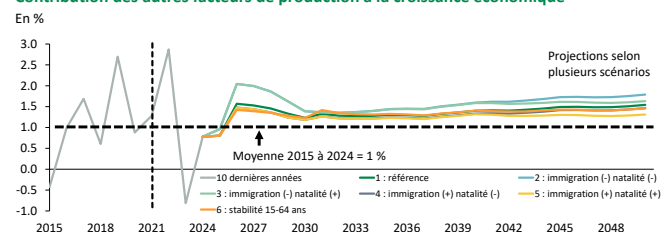
Normalement, le facteur L se mesure par le nombre total d'heures travaillées. Pour simplifier, nos projections font l'hypothèse que les autres déterminants du nombre d'heures travaillées sont maintenus constants, donc seule la variation de la population active affecte la variation du facteur travail.

Entre 2015 et 2024, la croissance du PIB réel du Québec a été de 2 % en moyenne, avec une contribution environ égale entre le facteur travail et les autres facteurs de production. Les données peuvent être très volatiles d'une année à l'autre, mais la tendance

demeure instructive. Peu importe le scénario démographique analysé, toutes les projections indiquent que la contribution combinée de l'accumulation du capital et de la croissance de la productivité devra se maintenir au-dessus de la moyenne récente pour maintenir une croissance économique de 1,4 % (graphique 13). Le scénario 2 est celui où la faible contribution du facteur travail est la plus difficile à compenser. Dans ce cas, les contributions des facteurs autres que la croissance de la main-d'œuvre devraient augmenter de 1,8 % par année. Cet objectif demeure atteignable, mais il représente un défi important. À l'inverse, les bases démographiques plus favorables du scénario 5 ramènent le rythme requis à 1,3 %. Dans l'ensemble des scénarios, les gains requis excèdent néanmoins la moyenne de 1 % enregistrée entre 2015 et 2024.

Graphique 13

Contribution requise des autres facteurs de production pour maintenir une croissance économique de 1,4 % selon différents scénarios
Contribution des autres facteurs de production à la croissance économique



Institut de la statistique du Québec, Haver et Desjardins, Études économiques

Mentionnons également qu'en 2026 et en 2027, l'économie pourra encore s'appuyer sur le stock actuel de chômeurs pour accroître le nombre de travailleurs et le volume d'heures travaillées. Une fois le taux de chômage revenu à son niveau d'équilibre, l'évolution du facteur travail sera toutefois principalement déterminée par celle de la population active.